Statuts de l'association

Centre National de Référence Santé à Domicile & Autonomie

Contexte

Suite à une mission de préfiguration conduite en 2009, les structures suivantes: Pôle SCS, Pôle Minalogic, Pôle Cancer Bio-Santé, Pôle Elopsys, CHU de Nice, CHU de Grenoble, CHU de Toulouse, CHU de Limoges,

Nommées membres fondateurs, avaient établi ainsi qu'il suit, les statuts d'une association qu'ils se proposaient de fonder pour servir les objectifs précisés en Article 3.

Ces statuts ont été mis à jour lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 2 juillet 2012.

Titre I : Forme – Dénomination – Objet – Siège – Durée

Article 1- Forme

L'Association est constituée sous forme d'une Association de type « loi du 1er Juillet 1901 », et est déclarée à la Préfecture des Alpes Maritimes.

La présente association est régie par la législation française en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Article 2- Dénomination

La dénomination de l'association est : « Centre National de Référence Santé à Domicile et Autonomie ».

Article 3 - Objet

L'Association a pour objet de :

- Mettre en place un Centre référent national pour les applications et les solutions technologiques liées à la santé à domicile et à l'autonomie,
- Porter le fonctionnement de ce Centre référent national et d'en assurer la gouvernance et le développement,
- Soutenir le développement et la diffusion des solutions pour la santé à domicile et l'autonomie
- Favoriser la construction des offres répondant aux besoins du marché de la santé à domicile et l'autonomie
- Favoriser le développement d'une industrie innovante et compétitive dans le domaine de la santé à domicile et l'autonomie
- Favoriser les coopérations entre le monde académique, médical et industriel
- Etre un organisme « facilitateur » dont l'indépendance, la neutralité et la transparence permettront d'établir les contacts entre les entreprises utilisatrices et les fournisseurs de solutions technologiques de santé à domicile et d'autonomie, et les financeurs de ces solutions

- Mettre en place et développer un réseau de partenaires autour du Centre de Référence Santé à Domicile & Autonomie
- Contribuer à la normalisation et à la standardisation des solutions de santé à domicile et d'autonomie,

et plus généralement de réaliser toutes les opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou pouvant en favoriser la réalisation.

Article 4 - Siège

Le siège social du Centre de Référence Santé à Domicile et Autonomie est localisé au 33, rue Marceau – 06000 Nice.

Article 5 - Durée

L'Association est constituée sans limitation de durée.

La dissolution sera prononcée et réalisée conformément aux dispositions de l'article 24 ci-après.

Titre II : Membres – Admission – Cotisation – Démission – Exclusion - Responsabilité

Article 6 –Admission des membres - Représentation

L'Association se compose d'adhérents représentant :

- les offreurs de solutions technologiques pour la santé à domicile et l'autonomie,
- les utilisateurs et promoteurs de solutions pour la santé à domicile et l'autonomie,
- les financeurs de la santé et de l'autonomie (institutions, assureurs, collectivités),
- le monde académique et la recherche (universités et institutions publiques et privées),
- les associations de développement économique, les fédérations, les syndicats professionnels, les pôles de compétitivité, les cabinets de conseils.

Les adhérents sont rassemblés en 5 collèges répartis en fonction des secteurs d'intervention des membres :

1. Collège des offreurs (de solutions technologiques),
2. Collège des utilisateurs et promoteurs (de solutions technologiques),
3. Collège des financeurs (de la santé et de l'autonomie),
4. Collège des formateurs et chercheurs
5. Collège autres partenaires.

Ces collèges élisent leurs représentants au Conseil d'administration de l'association.

Le Conseil d'Administration statue souverainement sur la répartition des membres de l'Association au sein des collèges. Sa décision n'est pas motivée et est sans appel.

Le fonctionnement des collèges est précisé au sein du Règlement Intérieur de l'Association qui a été établi conformément aux dispositions de l'article 23 des présents statuts et qui fixe notamment :

- Les règles relatives à la composition des collèges ;
- les modalités de désignation, de renouvellement et de cooptation des collègues ;
- les modalités de représentation et de prise de décisions des collègues ;

Avant de devenir adhérents, les candidats doivent être agréés par le Conseil d'administration de l'association, celui-ci n'ayant pas à justifier d'une éventuelle décision de refus d'admission.

Les adhérents de l'association sont représentés au sein de l'Association dans leurs collèges respectifs soit par leur dirigeant de droit, soit par des représentants permanents désignés à cet effet par les dits dirigeants de droit. Toute désignation d'un représentant permanent devra être notifiée à l'Association par courrier ou par courriel. Le représentant ainsi désigné exercera ses fonctions jusqu'à décision contraire de celui qui l'a nommé, notifiée à l'Association dans les mêmes conditions.

Une même entité juridique ne pourra présenter qu'une seule adhésion au Centre National de Référence Santé à Domicile & Autonomie.

6.1 Collège des « offreurs de solutions technologiques pour la santé à domicile et l'autonomie »,

Pour être admis en tant que membre du collège « offreur de solutions technologiques pour la santé à domicile et l'autonomie » de l'association, il faut être une personne morale de droit public ou de droit privé exerçant une activité d'offreur de solutions technologiques pour la santé à domicile et l'autonomie.

6.2 Collège des « utilisateurs et promoteurs de solutions technologiques pour la santé à domicile et l'autonomie »,

Pour être admis en tant que membre du collège « utilisateurs et promoteurs de solutions technologiques pour la santé à domicile et l'autonomie de l'association », il faut être une personne morale de droit public ou de droit privé exerçant une activité utilisant des solutions technologiques pour la santé à domicile et l'autonomie, lui-même, ou plusieurs de ses membres en cas d'association d'usagers et patients.

6.3 Collège des « formateurs et des chercheurs, représentant les universités et les institutions publiques et privées » ».

Pour être admis en tant que membre actif représentant le monde académique et la recherche il faut alternativement :

- a. Etre un établissement d'enseignement supérieur (école d'ingénieurs, universités,...) exerçant une activité d'enseignement et de recherche dans un domaine lié à la santé à domicile et l'autonomie.

Ou

- b. Etre un organisme de recherche exerçant dans un domaine lié à la santé à domicile et à l'autonomie

6.4 Collège des « financeurs de la santé et de l'autonomie »

Pour être admis en tant que membre actif « financeur de la santé et l'autonomie » de l'association, il faut être une personne morale de droit public ou de droit privé exerçant une activité de payeur ou de financeur de la santé et de l'autonomie.

6.5 Collège des autres partenaires

Pour être admis en tant que membre du collège des autres partenaires, il faut être une personne morale de droit public ou de droit privé ou un cabinet d'exercice libéral exerçant une activité en lien avec le développement économique et le conseil pour les parties prenantes: *associations professionnelles, fédérations, syndicats professionnels, pôles de compétitivité, cabinets de conseil, collectivités et autres.*

Article 7 – Cotisation

Chaque membre est tenu d'acquitter une cotisation annuelle dont le montant est défini dans le règlement intérieur par le Conseil d'administration en fonction de la catégorie des membres (PME, groupes, associations, académiques, ...) et de son appartenance à un collège donné.

Article 8 – Démission – Exclusion des membres

8.1 Démission

La démission d'un membre doit être signifiée à l'Association par courrier ou par courriel, adressée au Président en respectant un délai de préavis d'un mois.

En tout état de cause, cette démission ne prendra effet qu'à la clôture de l'exercice budgétaire au cours duquel elle est signifiée, le membre démissionnaire étant en conséquence tenu de se conformer aux engagements résultant pour lui des présents statuts (notamment payer sa cotisation) jusqu'à la fin du dit exercice.

Sera réputé démissionnaire d'office tout membre qui viendrait à faire l'objet d'une procédure collective ou à perdre sa personnalité morale.

8.2 Exclusion

Le Conseil d'administration pourra prononcer l'exclusion d'un membre pour inobservation des statuts ou du règlement intérieur, pour non -paiement de sa cotisation trente jours après

une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et demeurée sans effet, et plus généralement pour tous motifs graves laissés à son appréciation. Le membre intéressé pourra toutefois être préalablement appelé à fournir des explications au Conseil d'administration.

La décision d'exclusion, si elle est prononcée, sera notifiée au membre intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les quinze jours de la date de réunion du Conseil d'administration ayant pris cette décision, qui n'est pas susceptible d'appel devant l'Assemblée Générale.

Toute cotisation versée d'avance par le membre exclu restera acquise à l'Association sans que cette dernière puisse être inquiétée de quelque façon que ce soit à ce sujet.

Article 9 – Responsabilité des Membres

Le patrimoine de l'association répond seul des engagements contractés en son nom par ses dirigeants, sans qu'aucun des membres ne puisse être personnellement reconnu responsable des dits engagements.

Titre III - Ressources de l'Association

Article 10 – Ressources annuelles

Les ressources annuelles de l'Association se composent :

D'une part :

- des subventions qui lui sont accordées au niveau international, européen, national, régional et local,
- des cotisations versées par les adhérents,
- des revenus des biens ou valeurs qu'elle possède,
- d'éventuels revenus de propriété intellectuelle,
- des aides de toutes natures qui pourraient lui être consenties.

Et plus généralement de toutes les ressources créées à titre exceptionnel, pour autant qu'elles soient autorisées par la Loi.

D'autre part :

- des ventes de prestations (conseils, expertises, formation, essais, gestion/aide au montage de projets,...) qu'elle réalise à la demande de ses adhérents ou d'entités non adhérentes.

Titre IV - Administration de l'Association

Article 11 – Conseil d'administration

11.1 Composition

L'association est dirigée par un Conseil d'administration de 20 membres.

Il est réparti en collèges comme suit :

- 6 représentants, du collège des offreurs de solutions technologiques dont 1 PME
- 5 représentants, du collège utilisateurs et promoteurs de solutions technologiques, dont 1 membre représentant les associations d'utilisateurs et de patients et 1 PME
- 4 représentants du collège des financeurs de la santé et de l'autonomie
- 3 représentants du collège des formateurs et des chercheurs, représentant les universités et les autres institutions publiques et privées
- 6 représentants du collège des autres partenaires : consultants, experts, associations professionnelles, fédérations, syndicats, pôle de compétitivité, fondations, collectivités.

11.2 Rôle du Président

Le Président représente l'association dans tous les actes de la vie civile. Il a notamment qualité pour représenter l'association en cas d'action devant la justice.

Le président est assisté par un Directeur Général, délégué à la gestion quotidienne de l'association. Ce Directeur Général assure le rôle de soutien au Conseil d'administration.

En cas d'indisponibilité du président, le plus âgé des vice-présidents le remplace provisoirement jusqu'à la prochaine Assemblée générale.

11.3 Les droits de vote du Conseil d'administration seront comme suit :

Collège des offreurs	30%
Collège des utilisateurs	20%
Collège des financeurs	16%
Collège des formateurs et des chercheurs	10%
Collège des autres partenaires »	24%

Dans ce cadre, chaque membre des collèges aura un droit de vote individuel équivalent au nombre de droits de vote par collège, divisé par le nombre de membres dudit collège, à jour de leur cotisation au jour de la prise de décision. Le fait qu'au jour de ladite prise de décision, certains membres soient absents emportera report de leurs voix au profit des membres présents au prorata de leur nombre.

11.4 Nomination

Les membres du Conseil d'administration sont nommés à cette fonction par l'Assemblée générale ordinaire statuant par collège. Ils peuvent désigner lors de leur nomination un suppléant.

La durée de la fonction de Membre du Conseil d'administration est fixée à deux ans.

La perte par l'un des Membres du Conseil d'administration de sa qualité soit de dirigeant de droit, soit de représentant permanent d'un membre actif de l'association, pour quelque cause que ce soit, entraînera ipso facto sa démission de ses fonctions de Membre du Conseil d'administration.

11.5 Cooptation

Dans le cas où un poste de Membre du Conseil d'administration viendrait à être vacant pour une raison quelconque, le Conseil d'administration pourvoira à son remplacement dans un délai d'un mois, par voie de cooptation, le nouveau Membre du Conseil d'administration ainsi coopté étant choisi dans le même collège de membres que son prédécesseur.

Cette cooptation est faite à titre provisoire et devra être soumise au vote de la prochaine Assemblée Générale.

Le Membre du Conseil d'administration ainsi coopté demeurera en fonction pour le temps restant à couvrir sur le mandat de son prédécesseur.

11.6 Présence d'observateurs invités

L'ensemble des collectivités publiques finançant l'association pourra assister à sa demande aux réunions du Conseil d'administration et ce, sans qu'il soit nécessaire de les y convoquer et qu'elles détiennent un droit de vote.

Elles pourront participer aux débats du Conseil d'Administration dans un rôle purement consultatif. Elles devront à cet effet communiquer au Président l'identité d'un représentant pour chacune des séances à laquelle elles souhaiteront participer.

Article 12 – Bureau de l'association

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Bureau composé d'un :

- Président et de trois Vice-présidents
- Un Secrétaire
- Un Trésorier

Un des postes devra être occupé par 1 PME

12.1 Bureau et délégation de pouvoirs

Un Bureau regroupe le Président, les Vice-présidents et 2 autres administrateurs (afin de couvrir les fonctions de Secrétaire et de Trésorier). Elu au sein du Conseil d'Administration pour un mandat de 2 ans il permet de disposer d'une instance de recommandation au Conseil d'Administration et de validation rapide en cas de nécessité.

12.1.1 Pouvoirs du trésorier

Le trésorier est chargé de la gestion financière et du patrimoine de l'Association. Il perçoit les recettes et effectue les paiements, sous le contrôle du Président. Il ne peut aliéner les valeurs que constitue le fond de réserve qu'avec l'accord du Conseil d'Administration.

Il tient ou fait tenir sous sa responsabilité une comptabilité régulière de toutes les opérations effectuées par lui et rend compte de sa gestion financière et soumet les comptes annuels à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Le président, le trésorier ou encore le directeur général éventuellement désigné pourront signer, endosser et acquitter des chèques et ordres de virement dans les limites qui seront fixées par le règlement intérieur.

12.1.2 Pouvoirs du Secrétaire

Le Secrétaire est responsable de la rédaction des procès-verbaux des réunions des Assemblées générales et du Conseil d'Administration et, en général, de toutes les écritures concernant le fonctionnement de l'Association.

Il tient ou fait tenir le registre spécial prévu par l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et les articles 6 et 31 du décret du 16 août 1901. Il assure l'exécution des formalités prescrites par lesdits articles.

12.2 Nomination d'un Directeur Général

Le Directeur participe, sur invitation du Président, au bureau et à toutes les assemblées de l'Association, sans voix délibérative. Il peut exercer une fonction salariée de l'Association ou être mis à disposition par l'un des membres.

Son recrutement et sa rémunération sont soumis à l'approbation du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration précise les rôles et les pouvoirs du Directeur dans une lettre de mission communiquée à l'Assemblée Générale la plus proche. Le bureau propose au Conseil d'Administration la rémunération éventuelle du directeur.

Article 13 – Gratuité des fonctions de Membre du Conseil d'Administration

La fonction de Membre du Conseil d'Administration de l'Association est exercée à titre gratuit.

Article 14 – Réunion du Conseil d'administration

14.1 Convocation

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation de son Président chaque fois que celui-ci le juge utile et au moins quatre fois par an, sur convocation par courriel et en outre à l'initiative de six de ses membres.

Les convocations sont faites dans un délai minimum de 14 jours. Elles indiquent l'ordre du jour tel que celui-ci est fixé par le Président ou approuvé par lui lorsque établi par les Membres du Conseil d'administration ayant procédé à la convocation. En outre, il est joint à

la convocation un projet de procès-verbal de la précédente réunion et tout document prévu d'être présenté au cours du prochain Conseil d'administration.

Les membres du Conseil d'administration qui ne peuvent pas assister à une réunion, peuvent donner mandat à un autre membre du Conseil faisant partie de leur collège ou au Président ou à un Vice-président ou à un membre de leur structure.

14.2 Quorum – Majorité

Le Conseil d'administration ne délibère valablement qu'à la double condition que :

- son Président soit présent ou par délégation l'un de ces Vice-présidents ;
- Et
- 50 % au moins des membres soient présents ou représentés ;

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité de 50% des voix des membres présents ou représentés, le Président disposant d'une voix prépondérante en cas de partage de voix.

Les réunions font l'objet d'un procès- verbal.

14.3 Présidence

La séance du Conseil d'administration est ouverte et présidée par le Président.

14.4 Feuille de présence – Procès- verbaux

Il est tenu, lors de chaque séance du Conseil d'administration, une feuille de présence émargée par chacun des membres présents, certifiée par le Président.

Les copies et extraits de ces procès -verbaux sont signés par le Président.

Article 15 – Pouvoirs du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est chargé de diriger l'Association. Il est investi à cette fin des pouvoirs les plus étendus et prend donc toutes décisions et mesures nécessaires, dans le cadre de l'objet de l'Association et sous réserve des pouvoirs expressément réservés à l'Assemblée Générale et aux autres organes prévus aux présents statuts.

Il décide notamment des orientations stratégiques de l'Association en collaboration avec le Comité d'Orientation et le Comité Scientifique selon les dispositions des présents statuts et du règlement intérieur de l'Association.

Il ordonne les dépenses et les recettes, accepte les dons et les subventions, décide des achats de toute nature dans le cadre du budget, et autorise les prises à bail de locaux nécessaires aux besoins de l'Association.

Il décide des admissions et des exclusions.

Il arrête chaque année les comptes de l'exercice social écoulé, établit un budget prévisionnel pour l'exercice à venir et rédige un rapport sur sa gestion au cours de l'exercice écoulé, ainsi que sur la situation financière et morale de l'Association.

Le Conseil d'administration ne pourra pas effectuer l'une des opérations suivantes sans l'accord de l'Assemblée générale :

- Achat hors budget
- Achat ou Vente d'immeuble
- Hypothèques
- Cautions, avals ou garanties.

Article 16 – Président

Le Président reçoit du Conseil d'administration une délégation permanente de pouvoir pour assurer la gestion de l'Association et la représenter tant auprès des tiers que des pouvoirs publics ou de toute juridiction.

Le Président doit se porter garant de la neutralité de l'Association vis-à-vis de l'ensemble de ses adhérents.

Toutefois, il ne pourra, sans y être autorisé préalablement par le Conseil d'Administration, accomplir les actes suivants :

- Embaucher ou licencier le Directeur de l'association et fixer sa rémunération,
- Contracter tout emprunt
- Prendre à bail et donner à bail tous immeubles

Le Président peut déléguer, sous sa responsabilité, tout ou partie de ses pouvoirs à l'un des Vice-présidents ou au Directeur de L'Association.

Article 17 – Vice-présidents

Les Vice-présidents animent les comités (Comité scientifique, Comité d'orientation, Espace éthique) dont ils ont la charge et qui sont définis au règlement intérieur de l'association.

Les Vice-présidents peuvent recevoir une délégation des pouvoirs du Président à qui ils s'obligent de rendre compte de leurs missions, au moins une fois par trimestre.

Article 18 – Structure opérationnelle, Comité d'orientation, Comité scientifique et Espace éthique

18.1 Structure opérationnelle

Elle assure le pilotage opérationnel du centre et la mise en œuvre des objectifs définis par le Conseil d'administration.

18.2 Comité d'orientation

Le Comité d'orientation est nommé par le Conseil d'administration.

Il est composé d'adhérents et d'institutionnels, présidé par une personne élue par le comité et animé par un vice-président.

Il joue un rôle stratégique dans la définition des orientations et des axes de travail du Centre National. Il formalise ces orientations dans un document d'orientations stratégiques, coécrit avec le Comité scientifique et l'Espace éthique. Après validation par le Conseil d'administration elles sont intégrées dans la feuille de route annuelle et mises en œuvre par l'équipe opérationnelle.

Les modalités de nomination, révocation, remplacement et de fonctionnement du Comité d'orientation sont définis dans le règlement intérieur de l'Association.

18.3 Comité scientifique

Il est composé d'adhérents et d'académiques, présidé par une personne élue par le comité et animé par un vice-président qui dirige les débats.

Sa mission est de:

- Assurer l'évaluation scientifique et proposer la labellisation des projets et programmes du CNR-Santé
- Proposer des orientations de veille scientifique/technologies au CNR-Santé, analyser les « Roadmaps » technologiques internationales pour préconiser des pistes d'approfondissement,
- Apporter un conseil technique ponctuel au CNR-Santé et aux centres experts sur les projets en cours,

Les membres (20 au plus) sont désignés par le Conseil d'administration parmi les personnes référents du domaine de l'association qu'elles soient issues du secteur public ou privé.

L'ensemble des modalités de nomination, révocation, remplacement et de fonctionnement du Comité d'orientation est défini dans le règlement intérieur de l'Association.

18.4 Espace éthique

L'Espace éthique est composé d'environ 12 membres, adhérents et représentants de la société civile, présidé par une personne élue par l'Espace et animé par un vice-président qui dirige les débats.

Sa mission est, d'une part de donner un avis consultatif sur l'ensemble des propositions formulées par le Comité d'orientation et, d'autre part de constituer un espace de réflexion visant à inspirer un certain nombre d'orientations.

Cet avis sera formalisé par écrit et transmis au Conseil d'administration au plus tard dans les 10 jours précédant sa réunion.

Les membres sont désignés par le Conseil d'Administration parmi les personnes référents du domaine de l'association qu'elles soient issues du secteur public ou privé.

Titre V - Assemblées générales Ordinaire et Extraordinaire

Article 19 – Assemblée générale ordinaire

L'Assemblée générale ordinaire comprend tous les adhérents à jour de leur cotisation.

Les convocations sont envoyées individuellement au représentant désigné de chaque adhérent.

L'Assemblée générale se réunit chaque année dans le courant du deuxième trimestre.

Les décisions sont prises à la majorité des adhérents présents ou représentés (chaque adhérent ayant la possibilité de représenter un autre adhérent et un seul qui lui a remis mandat à cet effet).

Le Président du Conseil d'administration, assisté des membres de ce dernier, préside l'assemblée et expose la situation morale de l'association.

Le Directeur général rend compte de la gestion et soumet le bilan de l'année écoulée à l'approbation de l'assemblée.

Le Commissaire aux comptes présente son rapport, ses remarques et observations.

L'Assemblée procède à l'approbation des comptes de l'exercice écoulé.

Il pourra être fixé d'autres modes de délibération, notamment à distance ou par voie électronique dans le règlement intérieur de l'Association.

Le Président et les Vice-présidents du Conseil d'administration assistés par le Directeur général présentent les objectifs et le budget de l'exercice à venir à l'Assemblée pour approbation.

L'Assemblée procède à l'élection des membres du Conseil d'administration qui occuperont les postes à pourvoir dans celui-ci.

Les droits de vote pourront être répartis (en fonction du nombre de membres par collège) comme suit :

Collège des offreurs	30%
Collège des utilisateurs et promoteurs	20%
Collège des financeurs	16%
Collège des formateurs et des chercheurs	10%
Collège des autres partenaires »	24%

Article 20 – Assemblée générale extraordinaire

L'Assemblée générale extraordinaire est compétente pour modifier les statuts, décider la dissolution, la fusion de l'association.

Elle est convoquée par le Président selon les modalités de l'article 19 (envoi des convocations).

Elle peut se réunir également si la moitié des adhérents ou si le Conseil d'administration le demande au Président.

Les décisions seront prises par l'Assemblée générale extraordinaire si deux tiers des membres présents ou représentés ont approuvé cette décision et si les adhérents présents ou représentés représentent au moins 50 % des membres à jour de leur cotisation.

Les droits de vote seront les mêmes que ceux énoncés à l'article 19 ci-avant.

Un adhérent ne peut porter que deux mandats de représentation à la fois.

A défaut de réunir un tel quorum, il sera tenu une deuxième Assemblée générale extraordinaire dans les trente jours, convoquée par le Président avec le même ordre du jour, par lettre simple adressée à chaque membre au moins quinze jours à l'avance. Cette assemblée délibérera alors, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Titre VI - Contrôle des comptes

Article 21 – Commissaire aux comptes

L'Assemblée générale ordinaire désigne, pour une période de six exercices sociaux, un Commissaire aux comptes choisi dans les conditions de l'article 220 de la loi du 24 Juillet 1966 régissant les sociétés commerciales et chargé d'apprécier la régularité et la sincérité des comptes de l'Association.

Le Commissaire aux comptes est convoqué aux réunions du Conseil d'administration qui arrêtent les comptes de l'Association et à chaque Assemblée générale, dans les mêmes termes et conditions que chacun des membres du Conseil d'administration de l'Association.

Le Commissaire aux comptes présente aux Membres, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, un rapport sur les comptes de l'exercice social écoulé.

Titre VIII - Dispositions diverses

Article 22 - Exercice social

L'exercice comptable commence le 1er Janvier de chaque année pour se terminer le 31 décembre de la même année.

Article 23 – Règlement intérieur

Le Conseil d'administration décide de l'adoption d'un règlement intérieur.

Le règlement intérieur est rédigé et modifié sous l'autorité du Président ou des Vice-Présidents, qui le fait approuver par le Conseil d'administration.

Le règlement intérieur s'impose à tous les adhérents de l'association.

Article 24 - Dissolution

La dissolution de l'association est prononcée par l'Assemblée générale extraordinaire qui nomme un liquidateur.

L'actif sera dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er Juillet 1901 à une association poursuivant un but non lucratif.

Article 25 - Conventions avec les membres du Conseil d'administration

La fonction de Membre du Conseil d'administration de l'Association est exercée à titre gratuit.

Toutefois, si un membre du Conseil d'administration est sollicité en tant que personne compétente pour remplir une mission déléguée par le Directeur de l'association, cette mission pourra être rémunérée à condition d'avoir obtenu un accord préalable du Conseil d'administration et d'entrer dans le cadre des conventions réglementées.

Ces conventions feront l'objet d'un rapport spécial du Commissaire aux comptes, présenté à l'Assemblée générale.